

● par France DEMERS

EDITORIAL

Les vieux croulants se réveillent-ils trop tard?

Toutes les provinces du Canada ont été profondément touchées par la nouvelle annonçant dernièrement que de jeunes Québécois s'étaient emparés d'armes dans une succursale de l'armée canadienne à Montréal. Le monde entier croit que la jeunesse québécoise est complètement désaxée, qu'elle ne peut plus se faire comprendre sans violence!

Mais avant d'en arriver à de telles conclusions, il faut faire une analyse objective de la situation, essayer de trouver les vrais coupables. Et pour qui s'en donne la peine, ce n'est pas un mystère. Il s'agit de causer un peu avec ces jeunes révoltés (ils ont en moyenne 17, 18 et 20 ans), pour se rendre compte qu'ils ont subi un lavage d'esprit.

Qui ose donc ainsi faire accomplir à des enfants des actes aussi ridicules qu'incompréhensibles? J'accuse.

Ce sont ces chefs de files séparatistes (ceux qui l'admettent ouvertement et les plus lâches encore, qui se cachent sous un voile créditiste, rhinocéros ou même pseudo-libéral) qui, se sentant frustrés à quarante ans, dans leurs ambitions les plus intimes, réalisent que la jeunesse est prête à les suivre, s'ils savent faire jouer les cordes du nationalisme. Mais qu'ont-ils fait, eux, de leurs vingt ans? Ont-ils seulement essayé de s'imposer, ont-ils eu la patience et l'honnêteté de lutter?

Le sentiment nationaliste est peut-être le plus grand et le plus noble dans un cœur de vingt ans. Pour nous, le Canada français, c'est tout. C'est notre espoir, notre amour et notre avenir. Et ce, nous le comprenons. Mais, de grâce, messieurs les déçus de quarante ans, n'essayez pas de mettre le feu aux

poudres. Nous saurons bien le faire nous-mêmes, si cela s'impose.

Pour le moment, nous avons encore l'énergie et le courage nécessaires pour faire accepter nos vues sans s'avouer vaincus. Ce que vous nous proposez, sous l'étiquette de courage, n'est que lâcheté. Se retirer demande moins de courage que de lutter. Se débarasser d'un adversaire est plus facile que de s'en faire un ami, un partenaire.

Nous refusons donc de vous suivre. Nous ne nous soumettrons pas à vos solutions faciles. Nous combattons sincèrement et de toutes nos forces, sans violence, mais en y mettant toute notre intelligence et notre courage, et obtiendrons ainsi la seule vraie victoire, l'égalité et la puissance de notre nation au Canada.

France DEMERS

L'EDUCATION: DOMAINE PRIORITAIRE

Toute étude des causes du chômage ou de la difficulté à se réadapter à un nouvel emploi, du réaménagement agricole et industriel, des possibilités dans tous les secteurs économiques, de l'information, des conceptions politiques de la population aussi bien que des modalités de la vie familiale, professionnelle et spirituelle des nôtres, révèle un problème essentiel et ce problème est toujours le même: l'éducation, l'instruction.

C'est s'illusionner que de croire que tout effort économique peut être valable et est réalisable sans un effort encore plus grand dans le domaine éducationnel.

C'est s'illusionner que de croire que le bien commun sera servi, que nos citoyens vivront mieux et plus humainement, que leurs conceptions pourront s'approfondir si tout cela n'est pas basé sur l'éducation. Aucune rhétorique nationaliste n'y pourra changer quoi que ce soit.

En termes pratiques et comme exemple: peut-on croire vraiment que l'intégration du réseau hydroélectrique servira à quelque chose, que l'effort de M. René Lévesque sera valable, si M. Paul Gérin-Lajoie ne tient pas son bout, n'étudie pas à fond les problèmes d'éducation et n'agit pas en conséquence?

Notre gouvernement libéral s'était donné comme premier objectif: l'éducation. Il devra le garder pour plusieurs années encore s'il veut accomplir une oeuvre qui conservera toute sa valeur et le mettre en évidence, s'il veut paraître sérieux. Pour être maîtres chez nous, la clé c'est l'amélioration quantitative et qualitative de l'éducation. Voilà l'objectif prioritaire non seulement pour les serviteurs de l'Etat mais aussi pour toute la population.

Les objectifs

1.—L'objectif principal de cet effort doit être de permettre à n'importe quel citoyen de s'instruire tant qu'il le veut, tant qu'il en a les capacités, de telle sorte qu'il pourra avoir en main tous les atouts pour se tailler, dans la société, la place qui lui convient. Par ailleurs, ce n'est qu'à cette condition que la société pourra bénéficier au maximum de chacune de ses parties.

C'est seulement quand l'éducation sera accessible à tous, que tous auront une chance égale et que les différences sociales ne seront plus un terrain latent de crises.

2.—Le deuxième grand objectif de l'extension de l'éducation est d'assurer la formation de compétences, et de connaissances techniques minimales chez tous les citoyens, de façon

à répondre aux besoins pressants de tous les secteurs de la vie économique et de la vie tout court.

3.—Le troisième objectif est plus difficilement définissable. Il vise à améliorer le niveau de vie, la façon de vivre de chaque individu, en lui procurant les moyens de se perfectionner lui-même. Plus instruit, il comprendra mieux sa situation et trouvera lui-même plus aisément les remèdes, si nécessaire. Du point de vue humain, l'homme moderne y découvrira sa dignité; notre conception veut le respecter et tel est également le premier principe du parti libéral.

Mobilisation des forces disponibles

1.—Pour tout cela, il faut augmenter d'abord la quantité de l'éducation. Il s'agit de mobiliser toutes les forces dont nous pouvons disposer pour assurer à chacun son instruction. Entre autres choses, il faut répandre partout le souci de s'instruire, il faut ouvrir de nouveaux locaux (les universités actuelles sont surpeuplées), il faut former un corps professoral adéquat (et qu'il le sera d'autant plus qu'il sera mieux payé), il faut développer les cours du soir, l'éducation des adultes, les cours de réadaptation à ces nouveaux emplois, le retour à l'école pour les professionnels après X années de

pratique, les cours techniques, les conférences de culture générale. Le problème que pose le manque d'éducation dans notre société est si grand et grave qu'il réclame la mobilisation de toutes les énergies disponibles.

Le problème de base est le financement. De subséquents articles pourront discuter de la chose. Cependant le point de départ demeure la conviction qu'il importe bien plus d'investir dans l'éducation que de construire un pont ici ou là.

2.—Le problème de la quantité a été esquissé; il y a également celui de la qualité. Comment se pose-t-il? D'abord il est économique: il faut avoir plus d'individus compétents que nous en avons à l'heure présente pour remplir les cadres des nouvelles structures économiques. Mais il se situe plus profondément encore: parce que nous sommes peu nombreux, parce que nous représentons un petit marché; parce que nous avons à rencontrer de très forts compétiteurs à tous les niveaux, les Québécois ne sauront atteindre leur épanouissement économique, social et politique si leur oeuvre n'est pas fondée sur la qualité.

Qualité de notre production et de nos processus de produc-

tion, mais avant tout qualité de notre main d'oeuvre. Non seulement il faut encourager de façon concrète ceux qui veulent se spécialiser, ceux qui veulent faire de la recherche, non seulement il faut développer plusieurs centres de culture dans notre Québec, non seulement il faut nous ouvrir aux techniques étrangères pour y puiser ce qui pourrait nous servir, mais aussi il faut être à l'avant-garde dans le domaine pédagogique. Nous n'avons pas le choix. A défaut de l'être, le Québec et le Canada resteront toujours des satellites, des dépendants. Où en est la télévision scolaire chez nous, où sont les bibliothèques adéquates, les laboratoires nécessaires, où en sont les recherches pédagogiques? Faisons actuellement assez sentir à l'étudiant québécois qu'il est le premier intéressé à son éducation; le fait-on entièrement collaborer à cette mobilisation?

Il est fort difficile, voire presque impossible, de faire ressentir en quelques paragraphes, le besoin certain d'une mise en alerte de la société québécoise pour son éducation et pour son économie. Il reste à chacun de nous le devoir de se repencher sur le problème et de voir quel pourrait être son apport personnel.

Jean-Pierre MONGEAU